

"Coup d'Etat" au Burkina Faso

@rib News, 17/09/2015 â€“ Source Reuters Des membres de la garde prÃ©sidentielle du Burkina Faso ont annoncÃ© jeudi la dissolution du gouvernement de transition et la nomination d'un gÃ©nÃ©ral Ã la tÃªte d'un nouveau "conseil national pour la dÃ©mocratie". Moins d'un mois avant des Ã©lections censÃ©es parachever la transition depuis la chute du prÃ©sident Blaise CompaorÃ© en octobre 2014, un militaire en uniforme a annoncÃ© Ã la tÃ©lÃ©vision nationale la destitution du prÃ©sident de transition, Michel Kafando, arrivÃ© la veille par des soldats.

Ce militaire en uniforme, qui n'a pas Ã©tÃ© identifiÃ©, a Ã©galement annoncÃ© la mise en place d'un "conseil national pour la dÃ©mocratie" (CND) chargÃ© d'organiser des Ã©lections. En milieu de journÃ©e, les militaires putschistes ont annoncÃ© la fermeture des frontiÃ¨res et l'instauration d'un couvre-feu nocturne. Ils ont en outre dÃ©signÃ© le gÃ©nÃ©ral Gilbert DiendÃ©rao Ã la tÃªte du CND. Le prÃ©sident du Parlement intÃ©rimaire, Moumina Cheriff Sy, a condamnÃ© le putsch et appelÃ© l'armÃ©e Ã intervenir pour mettre fin au coup d'Etat. "La transition a Ã©tÃ© mise en place par la volontÃ© du peuple qui a fixÃ© sa durÃ©e et sa mission. Ce n'est pas un groupuscule qui va changer la donne. En l'absence du prÃ©sident Kafando, j'assume d'Ã©normes responsabilitÃ©s de la transition. J'appelle les forces militaires Ã prendre toutes les dispositions pour mettre fin Ã cette forfaiture", a-t-il dit Ã Reuters. Le coup de force du RÃ©giment de sÃ©curitÃ© prÃ©sidentielle (RSP), nom officiel de la garde prÃ©sidentielle, intervient Ã moins d'un mois d'Ã©lections prÃ©sidentielle et lÃ©gislatives prÃ©vues le 11 octobre. LA FRANCE "CONDAMNE FERMEMENT" Ancienne puissance coloniale, la France "condamne fermement le coup d'Etat au Burkina Faso", a dÃ©clarÃ© FranÃ§ois Hollande, qui "appelle Ã la libÃ©ration immÃ©diate de toutes les personnes arrivÃ©es Ã la remise en place des autoritÃ©s de la transition et Ã la reprise du processus Ã©lectoral". Dans un message publiÃ© sur son site internet, le ministÃ¨re franÃ§ais des Affaires Ã©trangÃ¨res recommande aux FranÃ§ais prÃ©sents Ã Ouagadougou de rester confinÃ©s Ã leur domicile et aux voyageurs de reporter tout projet de dÃ©placement au Burkina. Deux cent vingt membres des forces spÃ©ciales franÃ§aises sont basÃ©s Ã Ouagadougou dans le cadre de l'opÃ©ration Barkhane. Sur la place de l'indÃ©pendance, dans le centre de la capitale burkinabÃ©, des soldats ont effectuÃ© des tirs de sommation, pour tenter de disperser une foule de manifestants protestant contre ce putsch. Une centaine de personnes s'Ã©taient rassemblÃ©es sur la place pour rÃ©clamer la libÃ©ration du prÃ©sident et des membres du gouvernement. Des tirs ont retenti Ã©pisodiquement dans d'autres quartiers de la capitale. Dans un communiquÃ©, les putschistes affirment que la "transition s'est (...) illustrÃ©e par des arrestations arbitraires en nÃ©gation des rÃ©gles de droit faisant le lit d'une justice sÃ©lective au service des vainqueurs". "Le rÃ©gime de transition s'est progressivement Ã©cartÃ© des objectifs de refondation d'une dÃ©mocratie consensuelle. (...) "L'intervention du CND a pour but principal d'enclencher un processus cohÃ©rent, juste et Ã©quilibrÃ© devant conduire Ã la mise en place d'un systÃ¨me institutionnel robuste." "UNE ARMÃ©E AU SEIN DE L'AFRIQUE" Les scrutins du 11 octobre Ã©taient censÃ©s parachever le processus de transition et le retour du pays Ã la dÃ©mocratie un an aprÃ¨s la chute du prÃ©sident Blaise CompaorÃ©, chassÃ© du pouvoir par une vague de manifestations pour avoir voulu changer la Constitution et prolonger ainsi ses 27 annÃ©es Ã la tÃªte du pays. Le RSP Ã©tait un des piliers du rÃ©gime de Blaise CompaorÃ©. Lundi, la Commission de rÃ©conciliation et des rÃ©formes, chargÃ©e de prÃ©senter des rÃ©formes pour le gouvernement de transition, avait proposÃ© de dÃ©manteler le RSP. Dans son rapport remis au Premier ministre, la Commission dÃ©crit le RÃ©giment de 1.200 hommes comme "une armÃ©e au sein de l'armÃ©e". En fÃ©vrier, le RSP avait tentÃ© de forcer le Premier ministre Ã dÃ©missionner parce qu'il envisageait de rÃ©duire ses effectifs.